

La pression politique s'accroît sur la presse au Burundi

Deutsche Welle, 31.01.2018 Des radios et journaux ont été suspendus et les sites internet de plusieurs médias sont inaccessibles. Les journalistes dénoncent une atteinte à l'indépendance de leur profession qui impacte la qualité de leur travail.

Depuis le mois de septembre 2017, deux radios et un journal en ligne ont été suspendus pour des durées allant de trois à six mois. Dix autres stations de radio et quatre télévisions, dont certaines ont été vandalisées en mai 2015, se sont aussi vu retirer leurs autorisations d'exploitation. Ces médias sont accusés de manquements idéologiques et déontologiques. "Ce n'est pas satisfaisant la manière dont le CNC procède de sanctions. Ça entrave notre profession parce que ça crée un sentiment de panique", selon le journaliste Egide Nduwimana. Pour ce dernier, ces sanctions sont lourdes. Dans ce contexte, les sanctions infligées ces derniers mois aux médias burundais seraient-elles politiquement motivées? Non, répond Aimé-Divine Niyokwizigirwa, le porte-parole du Conseil national de la communication. "Quand on dit il y a une main derrière les décisions qu'on prend, ce n'est pas du tout correct. Quand ils disent que les sanctions sont un peu lourdes c'est par rapport à ce qu'ils ont fait. Toutes ces sanctions sont prises par l'Assemblée plénière qui utilise la loi, les textes en vigueur." Les auditeurs mécontents Dans certaines situations, il arrive aussi que les journalistes s'autocensurent pour prévenir le risque de sanctions. "Je crois qu'il y a encore à faire. Parce que nous les professionnels des médias burundais, nous ne sommes pas du tout libres, c'est très malheureux !" explique Pacelli Sindaruhuka, le directeur des publications du journal Ijambo. "Nous ne sommes pas du tout libres à 100% de donner l'information comme nous l'avons eue. Comme on dit en français : toute vérité n'est pas bonne à dire." Par conséquent les Burundais critiquent l'offre des médias locaux. Ils restent sur leur faim par manque de certains sujets d'actualité devenus intouchables. "Quand on n'écoute pas les radios privées, quand on tend uniquement l'oreille à la radio nationale, il y a des informations qu'on aimerait avoir mais qu'on ne trouve pas du tout, je ne suis pas du tout satisfait", explique cet auditeur. "Au niveau de la pluralité des sujets, il y a des progrès à faire. Nous sommes quand même largement satisfaits mais il y a encore des choses à améliorer", ajoute cette autre personne. Par ailleurs, les journalistes déplorent l'absence depuis deux ans d'une organisation syndicale capable de défendre leurs droits après la suspension de l'Union burundaise des journalistes.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});